

Édito

SOLITAIRE OU SOLIDAIRE ?

Il y aura un « après » coronavirus, comme il y eut un « avant ». Un monde qui ne sera plus tout à fait le même parce qu'on ne pourra s'y défaire des traces laissées par l'épreuve. On considérera sans doute demain comme naturels des gestes auxquels on n'imaginait pas hier devoir un jour se plier. Certaines coutumes tomberont peut-être à la trappe, alors qu'on les croyait aussi vieilles que la planète ou presque, comme la pratique contemporaine du bisou, que nous abordons dans un des articles de ce numéro.

Mais les fondements mêmes de la société seront-ils modifiés ? Certains en rêvent. D'autres pensent au contraire que, comme après les grandes guerres, hommes et femmes n'auront de cesse de reprendre leur existence antérieure, à chercher à jouir de la vie de manière exacerbée, comme pour conjurer le mauvais sort et rattraper le temps perdu.

Ces choix qui détermineront l'organisation humaine de la suite de ce siècle s'opèrent maintenant.

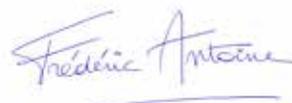
Un élément central de cet enjeu concernera la manière dont nous gérerons notre vivre ensemble. À voir comment le monde tourne depuis les années 1980 et l'avènement du néo-libéralisme, on conclura vite que, ces derniers temps, notre existence commune été envisagée de manière minimaliste, en considérant que ce qui y comptait surtout était d'abord de l'ordre de l'individuel et de la quête de bonheur personnel. Un monde bâti sur le « *chacun pour soi* », sans nécessairement y ajouter l'ancien complément de la formule : « ... *et Dieu pour tous* ». La société des années 2000 s'est organisée selon le principe de la bulle individuelle, rythmée par l'émotionnel et le souci de protéger *ma* liberté. Un univers composé d'une multitude d'egos, où tout le monde possède sa propre vérité, que chacun

considère comme la seule vraie, intouchable et indiscutable.

Ce monde-là a, évidemment, pris la crise de la covid-19 de plein fouet. Ce fut un séisme, un cataclysme. Bien sûr, le coronavirus peut toucher chacun, individuellement, dans sa vie et sa santé. Mais, pour gérer la pandémie, les États n'ont eu d'autre choix que d'imposer des mesures collectives, affectant grandement « *mon petit pré carré* » où l'on croit pouvoir s'arroger le droit de tout se permettre. Pour dépasser les égoïsmes, les autorités ont dû menacer de punir, puis passer à l'acte. Le temps des restrictions de liberté perdurant, on a vu surgir des opposants, remettant en cause le droit à l'injonction des autorités publiques. Aujourd'hui, nombreux sont les responsables qui redoutent un soulèvement des populations face à la persistance de contraintes qui réduisent le droit de chacun de vivre comme il l'entend.

Expliquer que ce n'est que collectivement que la crise pourra être résolue devient inaudible. Tout comme on a la liberté de fumer, et d'éventuellement contracter un cancer, n'a-t-on pas le droit de ne pas se protéger de la covid, voire de refuser de se faire vacciner, quitte à se faire infecter par le virus ? Bien sûr, dans les deux cas, si on tombe malade, on estimera tout aussi normal de faire appel à l'Assurance maladie-invalidité, qui est un des meilleurs exemples d'action collective de protection...

La covid-19 a démontré combien l'être humain était un animal social, et non un loup solitaire. Au moment de choisir comment sortir de la pandémie, prendre en compte ce vivre ensemble est essentiel. La maladie ne sera vaincue que par la solidarité. Si ce message pouvait transcender les individualités, et s'imposer ensuite comme moyen de partager le monde, l'épreuve actuelle n'aura pas été vaine. Et permettrait de ne pas désespérer de l'Homme.



Rédacteur en chef